

1993

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

POLITIQUES
DE L'EAU
ET
AGRICULTURE



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

09352

**LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1993**

Envoi
**AGRIDOC INTERNATIONAL
PARIS**

**LA SITUATION
MONDIALE DE
L'ALIMENTATION
ET DE
L'AGRICULTURE
1993**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 1993

Matériel statistique préparé par la FAO sur la base des renseignements disponibles au 1^e août 1993.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les expressions «pays développés» et «pays en développement» sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par tel ou tel pays ou région.

Catalogage avant publication de la Bibliothèque
David Lubin

FAO, Rome (Italie)
La situation mondiale de l'alimentation
et de l'agriculture 1993.
(Collection FAO: Agriculture, n° 26)
ISBN 92-5-203360-2

1. Agriculture 2. Production alimentaire 3. Commerce

I. Titre II. Série

Code FAO: 70 AGRIS: E16 E70

© FAO 1993

Imprimé en Italie

Avant-propos

Entre le monde d'aujourd'hui et celui de l'époque à laquelle, élu depuis peu directeur général de la FAO, je préparais pour la première fois l'avant-propos à *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1975*, le contraste est saisissant. Pour ce numéro, comme pour les 16 qui allaient suivre, nous avions choisi de nous tourner vers l'avenir proche, en signalant les améliorations notables et les nombreux points noirs de la situation mondiale – insécurité alimentaire, pauvreté et détérioration de l'environnement, pour n'en citer que quelques-uns. Cette année, j'entends rompre avec cette tradition et partager quelques réflexions rétrospectives.

Fonctionnaire international au service de la FAO depuis plus de 30 ans, j'ai connu l'enthousiasme et l'optimisme qui ont marqué le début des années 60. A cette époque, les empires coloniaux s'effritaient et de jeunes nations naissaient dans toutes les régions du monde. L'humanité semblait être à l'aube d'une percée technologique et scientifique, progressant à pas de géant dans les domaines de l'exploration de l'espace, du traitement des données, des télécommunications et – élément crucial pour l'agriculture – de la révolution verte qui était en cours en Asie.

La tension de la guerre froide était à son maximum, mais on mettait tous ses espoirs dans le multilatéralisme pour assurer la promotion du développement et de la croissance économique, ainsi que le maintien de la paix. J'ai décidé d'entrer à la FAO parce le système des Nations Unies était la principale filière d'une aide technique et matérielle de qualité aux pays en développement, mais aussi et surtout parce que la FAO était la première expression de cet idéalisme d'après-guerre qui devait peu après imprégner la Charte des Nations Unies. Ainsi, l'appel en faveur de la justice sociale pour les plus défavorisés, les pauvres et les affamés, n'était pas resté sans réponse de la communauté internationale.

Pendant mes premières années à la FAO – c'est-à-dire pendant toute la période des années 60 –, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie étaient la règle, non l'exception, dans les pays en développement. Les prix des produits de base étaient relativement stables, l'aide publique au développement augmentait régulièrement en valeur réelle et la présence de stocks abondants de céréales était considérée comme normale.

Cette ère de relative stabilité pour la plupart des pays en développement a pris fin avec les hausses du prix du pétrole en 1972-1973 et avec le recul de la production dans les principales régions céréaliers en 1972. Les besoins d'importation ont augmenté et les excédents de céréales ont disparu presque instantanément. Cela a déclenché des achats précipités et les cours des céréales ont au moins triplé, ceux des engrains étant multipliés par plus de quatre. Les pays en développement importateurs de pétrole ont fait appel aux marchés financiers publics et privés pour payer leurs importations et combler leur déficit courant. En 1975, date de ma première élection au poste de directeur général, le monde était plongé dans une crise alimentaire profonde, accompagnée d'un endettement croissant.

Au moment où la récession mondiale s'installait, au début des années 80, la crise

de la dette s'aggravait. La récession économique et la montée du protectionnisme faisaient fortement fléchir la demande d'importation. Les termes de l'échange se dégradaient considérablement; en effet, les prix du pétrole et de l'énergie qui en était issue avaient commencé par monter en flèche, tandis que les prix des autres produits fléchissaient. L'empressement dont avaient fait preuve les banques commerciales pour accorder des prêts laissait la place à un vif désir d'être remboursées et les taux d'intérêt montaient très vite, rendant de plus en plus lourd le service de la dette. Le tiers monde était désormais confronté à un climat économique mondial profondément différent: le remboursement des prêts était au cœur des débats et des décisions sur l'orientation qu'il fallait donner à l'ajustement économique pendant les années 80.

Au cours des 30 années d'expansion économique qui ont suivi la guerre, les organismes de développement, les décideurs et les théoriciens se sont habitués à considérer la croissance comme allant de soi et à débattre le problème d'en optimiser le rythme et la répartition. Rien ne laissait prévoir que la plupart des pays en développement se verraient contraints de mettre en œuvre des programmes d'austérité sous la pression des graves problèmes découlant de l'endettement, des déséquilibres budgétaires et des difficultés de paiements, sur lesquelles venaient parfois se greffer des troubles civils.

Les années 80 ont donc marqué le début d'une période plus sombre où la plupart des pays en développement ont vu baisser leurs revenus par habitant. L'aide au développement s'est peu à peu détournée des projets et de la création directe d'infrastructures pour se réorienter vers des prêts assortis de conditions – modification de la gestion et des orientations économiques, réformes institutionnelles. Pendant les années 80, ces programmes, dits de «stabilisation» et «d'ajustement structurel», se sont multipliés. Paradoxalement, alors que les pays en développement subissaient de fortes pressions extérieures pour adopter des politiques d'ajustement (dévaluation, restrictions budgétaires et monétaires, libéralisation des marchés et du commerce international), la plupart des pays de l'OCDE prenaient des positions de plus en plus protectionnistes et mettaient en œuvre des politiques financières déséquilibrées.

Pour de nombreux pays en développement, les années 80 ont été à l'évidence une période décevante. Pour d'autres, et en particulier les plus peuplés, ce fut une période de progrès remarquables. Mais nous sommes tous arrivés au seuil des années 90 profondément conscients que le développement devrait avant tout avoir une dimension humaine. Cette nouvelle approche a été lourde de conséquences. Premièrement, il a bien fallu reconnaître la nécessité d'«ajuster l'ajustement» afin d'atténuer la récession économique, les très fortes disparités et les coûts sociaux qui l'accompagnaient. Deuxièmement, il a fallu prendre en compte l'importance des connaissances, des compétences techniques et des aptitudes personnelles, ainsi que le besoin de renforcer les institutions et mécanismes permettant à tous de participer au processus du développement. Troisièmement, la nécessité est apparue de renforcer les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, l'accès aux aliments étant le plus souvent fonction des revenus plutôt que de l'offre. Enfin, une approche collective a été envisagée pour assurer la pérennité du développement agricole et rural.